

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-LOIRE

1ère Direction - 4ème Bureau

A R R Ê T É N° 104-82- 189

portant autorisation de création d'un dépôt d'ordures ménagères sur la commune de ST-JUST-MALMONT, par le SICTOM de ST-DIDIER-EN-VELAY.

LE PREFET, COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE
DU DEPARTEMENT DE LA HAUTE-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi précitée ;

VU la délibération du Comité Syndical du SICTOM de ST-DIDIER-EN-VELAY du 20 janvier 1982 sollicitant l'autorisation de créer et d'exploiter, parcelles N° 72 729, 167, 166, et 165, section E du plan cadastral de la commune de ST-JUST-MALMONT, un dépôt municipal d'ordures ménagères en "décharge contrôlée", installation soumise à autorisation n° 322.B.2ème de la nomenclature ;

VU les plans et l'étude d'impact produits à l'appui de la demande ;

VU l'avis du Commissaire-Enquêteur ;

VU les avis des Services Techniques concernés ;

VU les avis et propositions du 1er octobre 1982 de l'Inspecteur des Installations classées, Directeur Départemental de l'Agriculture ;

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 5 novembre 1982 ;

CONSIDERANT :

- 1°) - qu'il a été procédé à toutes les formalités prévues par la législation relative aux installations classées ;
- 2°) - que les dispositions ci-dessus sont de nature à sauvegarder la salubrité publique.

SUR proposition du Sous-Préfet, Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire ;

A R R Ê T É :

Article 1er - Le Président du SICTOM de ST-DIDIER-EN-VELAY est autorisé à compter de la notification du présent arrêté et aux conditions énoncées aux articles suivants, à créer ou à exploiter sur le territoire de la commune de ST-JUST-MALMONT, lieu-dit "Combau", un dépôt d'ordures ménagères en "décharge contrôlée", installation soumise à autorisation (n° 322-B-2° de la nomenclature).

La décharge sera située, installée et exploitée, conformément aux plans et descriptifs joints à la demande d'autorisation ainsi qu'aux dispositions du présent arrêté.

.../...

Article 2 : Afin d'en interdire l'accès, la décharge sera entourée d'une clôture en matériaux résistants, d'une hauteur minimale de 2 mètres, le long du chemin d'accès existant, ou de ceux qui pourraient être créés.

Article 3 : Toutes les issues seront surveillées et gardées pendant les heures d'exploitation ; elles seront fermées à clé en dehors de ces heures.

Article 4 : Si la décharge comporte des locaux d'exploitation, ceux-ci seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique.

Article 5 : A proximité immédiate de chaque issue sera placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel seront notés :

- Décharge contrôlée ... (Nom de la décharge, date et numéro du présent arrêté) ;
- Nom ou raison sociale de l'exploitant, adresse,
- Heures d'ouverture.

Les panneaux seront en matériaux résistants ; les inscriptions seront indélébiles.

RESIDUS ADMIS SUR LA DECHARGE

Article 6 : Outre les ordures ménagères, les résidus suivants pourront être admis sur la décharge :

- les déblais et gravats ;
- les cendres et mâchefers refroidis ;
- les déchets industriels et commerciaux solides, à condition qu'il ne soient ni toxiques, ni explosifs, ni susceptibles de s'enflammer spontanément ;
- les boues pelletables, non toxiques, ne provenance de stations d'épuration.

L'exploitant de la décharge devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature, les quantités des produits qu'il reçoit.

EXPLOITATION DE LA DECHARGE

Article 7 : Les résidus seront mis en décharge par couches successives d'épaisseur modérée et en tous cas inférieure à 2,50m.

Les résidus ne seront pas déversés d'une grande hauteur, tout au plus de la hauteur de la couche.

Les couches seront nivelées et limitées par des talus peu inclinés.

Le dépôt sera suffisamment compact pour ne pas comporter de vides importants ou nombreux pouvant former cheminée.

La zone de dépôt devra être entourée de digues en matériaux inertes, d'une hauteur supérieure d'au moins 1 mètre à celle des résidus mis en décharge.

Article 17 : Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu. A cet effet, on disposera en permanence d'une quantité de matériau de couverture de 300 m³. Cette réserve sera uniquement affectée à la lutte contre l'incendie et ne sera pas confondue avec celle qui est nécessaire à l'exécution régulière de la couverture.

En outre, on devra disposer une réserve d'eau de 120 m³.

Article 18 : Des consignes particulières d'incendie seront établies ; elles seront affichées, ainsi que les numéros de téléphone et l'adresse du poste des sapeurs pompiers le plus proche, près de l'accès de la décharge et dans le local de gardiennage s'il existe. En l'absence de gardiennage, ces indications seront complétées par la mention du poste téléphonique le plus proche (le plan du secteur y sera joint).

INTERDICTION

Article 19 : Le brûlage à l'air libre de tout déchet est interdit sur la décharge.

Article 20 : Le chiffonnage est interdit sur la décharge.

Toute éventuelle récupération organisée par l'exploitant ne peut être autorisée que si elle répond à des règles d'hygiène et de sécurité.

Article 21 : L'entrée de la décharge est interdite à toute personne non autorisée par l'exploitant. Cette interdiction sera affichée d'une manière bien visible.

AMENAGEMENT FINAL DE LA DECHARGE

Article 22 : La couche finale aura une épaisseur de 50 cm dont 10 cm au moins de terre végétale.

Article 23 : En attendant la réalisation définitive de l'aménagement de la décharge prévu, la couche finale de couverture devra être soigneusement nivelée et régularisée s'il y a lieu de façon à présenter en tous temps un aspect satisfaisant.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 24 : Le présent arrêté cessera de produire effet si le dépôt visé à l'article 1er, n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans, ou si ledit dépôt n'a pas été exploité durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 25 : Faute par le permissionnaire de se conformer aux conditions fixées ci-dessus, et à toutes celles que l'Administration jugerait de lui imposer ultérieurement, dans l'intérêt de la santé, de la sécurité publique, et de la salubrité, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des sanctions pénales prévues par la loi.

Article 26 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : La surface supérieure de chaque couche de résidus et les talus recevront le jour même de leur mise en place une couverture de terre ou de matériaux pulvérulents appropriés dont l'approvisionnement sera toujours effectué à l'avance. La quantité minimale de matériau de couverture toujours disponible sera au moins égale à celle utilisée pour 8 jours d'exploitation avec un minimum de 200 m³.

Cette couverture intermédiaire aura une épaisseur de 20 cm.

Article 9 : Des écrans mobiles, en grillage dont les mailles ne dépasseront pas 50 millimètres, ou tout autre moyen présentant des garanties équivalentes, d'une hauteur de 3 mètres au moins, seront placés autour de la zone en exploitation afin de limiter la dispersion des éléments légers emportés par le vent.

En tout état de cause, on procédera au ramassage régulier des papiers ou éléments légers qui auraient été dispersés par le vent.

Article 10 : La partie terminée de la décharge sera convenablement entretenue au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Article 11 : Les voies de circulation et aires de stationnement à l'intérieur de la décharge seront soigneusement nettoyées et entretenues pour permettre la circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Article 12 : Tous les camions qui auront circulé sur la décharge devront avant de sortir avoir leurs roues nettoyées.

NUISANCES ACCIDENTELLES

Article 13 : La décharge sera mise en état de dératisation permanente.

Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenues à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements Classés pendant une durée minimale de 2 ANS.

Article 14 : On luttera contre l'éclosion et la prolifération d'insectes par un traitement approprié.

Article 15 : En cas de dégagement d'odeurs, la zone émettrice sera immédiatement traitée.

Article 16 : Le terrain autour du dépôt jusqu'à une distance de 20 mètres au moins sera maintenu débarrassé de tout amas de matières combustibles ou inflammables, tels que herbes sèches, broussailles, taillis...

Article 27 - Une ampliation du présent arrêté restera déposée aux archives de la Mairie de ST-JUST-MALMONT pour être communiquée sur place à tout requérant.

Un extrait énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de ST-JUST-MALMONT pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible sur les lieux de l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation, un avis sera inséré par les soins du Préfet, aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Article 28 - Le Sous-Préfet, Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Loire, Le Sous-Préfet, Commissaire-Adjoint de la République de l'arrondissement d'YSSINGEAUX, le Président du SICTOM de ST-DIDIER-EN-VELAY, le Maire de la commune de ST-JUST-MALMONT, le Directeur Départemental de l'Agriculture, Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet,
Commissaire de la République,
Le Chef de Bureau Délégué,



AU PUY, le 8 DEC. 1982

Pour le Préfet,
Commissaire de la République,
Le Sous-Préfet, Secrétaire Général
de la Préfecture de la Haute-Loire

Signé : F. SPITZER